Civilisations

Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines

64 | 2015

Enquêter en terrains difficiles

Une ethnographie à distance ?

Retour critique sur l'anthropologie de la violence en République centrafricaine

Jacky Bouju

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/3933>

DOI : 10.4000/civilisations.3933

ISSN : 2032-0442

Éditeur

Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles

Édition imprimée

Date de publication : 22 décembre 2015

Pagination : 153-162

ISSN : 0009-8140

Référence électronique

Jacky Bouju, « Une ethnographie à distance ? », *Civilisations* [En ligne], 64 | 2015, mis en ligne le 30 décembre 2018, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/3933> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/civilisations.3933>

Une ethnographie à distance ?

Retour critique sur l'anthropologie de la violence en République centrafricaine

Jacky BOUJU

Résumé : Cet article marque une étape dans notre recherche sur la violence en République centrafricaine. Mais depuis 2012, au cours des événements dramatiques qui ont bouleversé la RCA, la violence, sous toutes ses formes, s'est installée à l'avant-scène d'une actualité fortement médiatisée. C'est ainsi que, pour des raisons de sécurité, l'accès au terrain fut interdit aux chercheurs. La frustration de l'anthropologue s'est alors nourrie du visionnage quotidien de micros-films de reportages et de témoignages postés sur internet. Dans une perspective réflexive et critique sur l'ethnographie de la violence, notre papier s'interroge sur la manière dont les événements ont fait évoluer notre objet de recherche. Tout en décrivant comment la réflexion anthropologique a pu continuer « à distance » de l'expérience de terrain, on s'interrogera sur ce qui peut être gagné ou perdu en terme de compréhension par le fait d'avoir été hors de toute observation participante sur le terrain. L'observation qui est le meilleur moyen d'investigation n'est cependant pas appropriée à toutes les investigations. Alors, une ethnographie de la violence réside peut-être moins dans la répétition de l'observation sur place que dans la volonté de résoudre par tout moyen à disposition une question nouvelle posée à un objet de recherche connu.

Mots-clés : violence extrême, enquête indirecte, enquête à distance, République Centre Africaine, épistémologie.

Abstract: This paper is about the burst of collective violence in CAR. Following the dramatic events taking place in 2012 fieldwork was for security reasons forbidden to academic researchers. The only information about local situation was available through web reports and documentary films posted on Youtube. Then, from a reflexive viewpoint our paper addresses the issue of doing fieldwork ³at distance². We question what might be gained or lost in deep insight when the field-researcher is unable to practice observant-participation. Then, we suggest that in the ethnography of violence repeated direct observation may not be the best approach. Indeed, considering violence, we suggest that a better ethnography might be done in trying to solve by all possible means a new question addressed to a well-known research object.

Keywords: extreme violence, fieldwork at distance, Central African Republic, epistemology.

On s'accorde aujourd'hui à considérer que sous l'effet de la mondialisation et des conjonctures nouvelles auxquelles sont confrontées les populations, les terrains se sont métamorphosés au point de mettre en question, violemment parfois, la posture et la méthode de l'anthropologue (Copans et Genest, 2000 : 5). L'accès au terrain est devenu « difficile », les objets de recherche « sensibles » et les lieux d'enquête parfois dangereux. En 2006, j'ai pris la direction d'un programme de recherche comparative sur un sujet « sensible » : les formes de la violence ordinaire dans différentes villes d'Afrique au sud du Sahara¹. A partir d'études de cas, il s'agissait de comprendre la violence ordinaire des rapports sociaux en s'interrogeant sur son rapport avec le changement social. En effet, la violence ordinaire qui participe d'un continuum d'échanges sociaux quotidiens témoignait cependant de l'impossible résolution pacifique des conflits interpersonnels (Bouju et de Bruijn, 2014). A Bangui, comme ailleurs, les différentes formes de la violence ordinaire que nous avons observées étaient diversement controversées selon les milieux intellectuels. Conceptions diverses et justifications contradictoires montraient combien la construction culturelle de l'intolérable était un processus à l'issue incertaine. Enquêter « sur » la violence ou « en situation » de violence n'est pas du tout la même situation ethnographique car dans la première situation l'expérience de la violence et de la terreur est indirecte (Nordstrom et Robben, 1995), alors que dans la seconde, la confrontation avec la « sensibilité » du sujet est directe. C'est ainsi que, comme d'autres avant moi, j'ai fait le choix d'appréhender les faits de violence de manière indirecte. Je ne crois pas, en effet, que l'observation directe de faits de violence, à cause des questions morales, émotionnelles, éthiques qu'elle soulève, apporte une compréhension et une perspective analytique irremplaçable à l'analyse de la violence et de ses manifestations. Enfin, ce choix participait aussi de la construction d'une distance de protection personnelle avec l'objet de recherche sur le terrain.

Il faut dire que l'objet de recherche « violence » s'y prête plutôt bien. En effet, la plupart du temps, le chercheur n'est pas présent quand, quelque part, se produisent des faits de violence ordinaire. Il doit donc le plus souvent investiguer *a posteriori*. Son enquête s'appuie alors sur des témoignages, c'est-à-dire sur des narrations de l'acte de violence, de ses significations et de ses justifications, de ses rapports à l'abus de pouvoir et à la résistance qu'il suscite. Tous sont des discours reconstitués par des témoins, des voisins ou des victimes, recueillis *in situ* et *a posteriori*. D'autre part, les enquêtes se sont aussi fondées sur des notes de terrain ramenées par les assistants de recherche qui travaillaient dans mon programme et sur des mémoires d'étudiants dont j'encadrais les recherches à l'Université de Bangui. Un autre argument avait été déterminant dans le choix de cette démarche : je ne voulais pas que l'enquête tombe dans le piège d'une représentation « pornographique » de la violence qui aurait pu dévoiler publiquement l'intimité de la souffrance des victimes. Et enfin, il faut bien avouer aussi que le choix d'une approche indirecte, *a posteriori*, des cas de violence m'a évité le risque que je redoutais d'être submergé par mes propres émotions. Prendre une distance émotionnelle avec la situation d'enquête me parut donc être l'approche du terrain qui convenait le mieux.

1 Il s'agissait du programme « violafrique » ANR-06-CONF-004, « Conflits, guerres, violence » financé par l'Agence nationale pour la recherche (2006-2010).

Cependant, cette prise de distance sur le terrain n'empêchait pas le fait qu'il faille se rendre sur les lieux, entrer en interaction avec les victimes avec tact, en parlant peu, en écoutant les témoins et les personnes concernées, voire impliquées à un titre ou un autre. L'empathie, inévitable, nous rapprochait un peu de l'expérience pénible traversée par les acteurs d'un drame. Enfin, il faut bien avouer qu'après une longue journée d'entretiens et de réflexions autour d'un cas de violence, le sujet devenait parfois pénible, voire déprimant (Buckley-Zistel, 2007 ; Diphooorn, 2011). Dans cette situation, je ne pouvais m'empêcher d'éprouver un sentiment confus de lâcheté dû au fait que je pouvais toujours décider d'échapper à une situation d'enquête devenue psychologiquement pénible. Quand c'était le cas, j'arrêtais les entretiens, je rentrais à l'hôtel en laissant éventuellement mon assistant de recherche continuer seul s'il le souhaitait. L'enregistrement des narrations de violences passées collectées auprès des victimes par mes assistants de recherche en dehors de ma présence m'a sans doute évité à la fois un trop-plein d'émotions et le biais de jugements de valeur implicites qui n'auraient pas manqué d'obscurcir mon jugement.

Cependant, quoi qu'on ait fait pour se protéger, mes assistants de recherche et moi-même n'avons pu éviter d'être exposés à la souffrance d'autrui ou au caractère moralement insupportable de la justification d'un acte de violence par son auteur ou un témoin. La question de savoir jusqu'où le chercheur peut imposer sa présence à ceux qui émergent péniblement d'une situation de violence terrible pose un problème éthique évident à celui qui choisit cette approche. Comment faire quand on ne peut plus poser de questions ? Quand on essaye de trouver quelques mots de consolation qui s'étranglent dans la gorge tant ils paraissent artificiels, superficiels, plats presque obscènes au regard de la souffrance de l'Autre ? Tout ceci suscitait, tant chez moi que chez mon assistant de recherche, un ensemble de sentiments pénibles et confus qui avaient tendance à nous embarquer aux antipodes de la neutralité axiologique (Nordstrom et Robben, 1995 ; Diphooorn, 2011). Ce problème n'est toujours pas résolu et ne le sera peut-être jamais tant il dépend d'idiosyncrasies émotives et affectives particulières. Aujourd'hui encore, la plupart des anthropologues qui travaillent en situation de violence ou de catastrophe continuent de s'interroger sur la manière d'aborder ceux qui ont tout perdu et qui ont expérimenté l'horreur inimaginable (Buckley-Zistel, 2007). Pourtant, le fait de n'avoir pas été seul à enquêter, d'avoir à mes côtés mon assistant de recherche qui savait conserver la bonne distance tout en trouvant les mots qu'il fallait pour excuser notre présence inévitablement intrusive a grandement aidé à surmonter ces problèmes.

Après le terrain, quand vint le moment d'écrire, il m'a paru important, tant d'un point de vue critique que d'un point de vue réflexif, de réfléchir aux conséquences politiques et éthiques de mes résultats et en particulier aux liens que la violence ordinaire qu'on venait d'étudier pouvait entretenir avec d'autres formes de violence. J'engageais alors une collaboration étroite avec Bruno Martinelli qui dirigeait depuis 2009 un programme de formation des magistrats centrafricains sur le thème « Sorcellerie, violence et criminalité » qui a donné lieu à un ouvrage commun (Martinelli et Bouju, 2012). Cette collaboration continue aujourd'hui dans le cadre d'un programme de recherche en Afrique centrale² associant d'autres collègues comme Andrea Ceriana Mayneri et Mirjam de Bruijn par exemple. Cependant, à cause des événements dramatiques qui

2 Programme ANR EINSa : <<http://einsa.hypotheses.org>>.

ont bouleversé la RCA depuis l'hiver 2012, ni moi, ni mes collègues anthropologues du programme avons pu retourner sur ce terrain :

2013 fut l'année de toutes les formes de violence et de danger pour les centrafricains. Parvenue au pouvoir, la Seleka³ instaura un régime de répression qui légitimait les exactions et les pillages des rebelles sur l'ensemble de la population. Leur répondant par une violence terroriste antimusulmane, des groupes armés anti-balaka⁴, opérant dans la capitale comme dans les villages, commirent des massacres qui entraînèrent la fuite de plus de 100000 musulmans vers les pays voisins et le déplacement de plus de la moitié de la population de Bangui vers des camps, sous la protection des églises et des militaires étrangers. (Martinelli 2014a : 2)

Soumis à l'interdiction de voyager en RCA par notre institution scientifique d'appartenance à cause du caractère jugé « trop dangereux » de la zone de recherche, nous avons commencé à travailler « à distance ». Pour ma part, je n'ai pas fait d'enquête à distance⁵, j'ai fait, comme certains de mes collègues, de l'anthropologie à distance. C'est-à-dire que nous avons adapté la méthode anthropologique en recherchant des méthodes d'acquisition d'information compatibles avec les contraintes sécuritaires qui s'imposaient à nous. En premier lieu, nous avons essayé de maintenir un contact aléatoire⁶ avec nos amis et nos assistants de recherche restés sur place au pays. Ensuite, nous nous connectons « frénétiquement » sur tous les réseaux d'information possibles pour nous informer au jour le jour de la situation locale (Cretton, 2002). La violence et les abominations de la guerre civile furent telles que, rapidement, la « toile » fut inondée de photos, d'interviews, d'articles de journaux et de reportages de presse souvent associés à des petits documentaires filmés postés sur internet. Celui d'entre nous qui trouvait un reportage intéressant sur internet transmettait l'adresse URL aux

3 La Seleka est un ensemble hétérogène de groupes de combattants musulmans originaires du nord de la RCA, du Tchad et du Sud-Soudan créé en 2012 par des partis politiques centrafricains d'opposition. Arrivée au pouvoir, la Seleka s'est montrée incapable de contrôler la violence des groupes qui la composait. Elle ne fut jamais en mesure de protéger les citoyens et de faire régner l'ordre public.

4 « Le mouvement anti-balaka est constitué d'entités hétérogènes. On y trouve des combattants issus des groupes d'auto-défense créés dès les années 1990, qui faisaient, en ce temps-là, office de polices rurales pour assurer la répression contre des bandits, des nomades auteurs de razzias et des "coupeurs de routes" zarguinas dans les régions rurales de l'Ouest et du Nord de la République centrafricaine. En 2013, dans le nouveau contexte de violence généralisée, à ces éléments d'origine rurale, se sont ajoutés des militaires de l'ex-armée centrafricaine (FACA) qui luttent pour la reconquête du pouvoir par la force et le retour du président Bozizé. Ces milices ne sauraient être désignées comme "chrétiennes" ainsi que le fait habituellement la presse internationale. Leurs actions ne se réfèrent pas à la religion chrétienne et ils ne bénéficient de l'appui d'aucune Eglise. Ils font au contraire beaucoup de références aux croyances magiques animistes et grand usage de talismans ». (Martinelli, 2014a : 7)

5 Entendue comme la collecte de données par un tiers, généralement un assistant de recherche qui réside *in situ*, sur le terrain.

6 En raison des difficultés de communication liées à la pauvreté des infrastructures de télécommunication du pays et à la situation d'insécurité qui régnait alors.

autres. Au début de l'année 2014, des reportages et des films sur la guerre civile postés sur internet⁷ propagèrent des propos et des images d'une violence inouïe.

Ironie du sort, cette violence que j'avais pris soin de mettre à distance lors de mes précédentes enquêtes sur le terrain s'imposa à moi brutalement alors même que je ne m'y trouvais plus. La « magie » d'internet abolissant toute distance et toute possibilité d'échappatoire nous donna à voir et à entendre à l'envi une violence extrême, crue et obscène. Qu'en penser ? Comment l'analyser ? Une violence aussi extrême ne se donne pas à comprendre d'emblée. Pourtant, dans la description de la guerre civile centrafricaine, les médias internationaux n'ont cessé d'enchaîner les stéréotypes autour de quelques idées simples dont une des plus répandues est celle d'une guerre interconfessionnelle. C'était révoltant. Nos travaux antérieurs sur les violences ordinaires et sur la sorcellerie nous avaient familiarisés avec des logiques mafieuses articulées à des querelles de pouvoir et à des vengeances qui se cristallisaient en oppositions religieuses simplificatrices autorisant toutes les extrémités. Mon collègue Bruno Martinelli fut le premier à dénoncer avec la plus grande vigueur ces analyses simplistes : « Les expressions de haine qui sous-tendent les actes de violence actuels se fondent (...) une mémoire de violences enfouies et stratifiées, d'un substrat d'animosité visant les musulmans au point de mettre en cause leur identité centrafricaine » (Martinelli, 2014b). Martinelli, puis Ceriana Mayneri ont réagi rapidement à l'inanité du discours médiatique en montrant comment les événements actuels entraient en résonance temporelle avec un passé de violences faisant échos aux relations historiques complexes qui associaient les populations centrafricaines et les marchands musulmans le long des anciennes frontières tchadiennes et soudaniennes du commerce esclavagiste au 19^{ème} siècle. C'est évidemment grâce aux acquis d'une longue pratique anthropologique *in situ* qu'ils ont pu faire cette analyse.

Mais, au-delà des mémoires de violence, il y a la violence du présent. En RCA une multitude de dangers prolifèrent et, de toutes les causes de danger, la faillite de l'Etat, l'échec du développement et l'extrême misère des populations sont sans conteste les principales. La violence des hommes et des institutions, la faim, la maladie sont hors de contrôle de la majorité des acteurs, l'avenir est imprévisible. Les conditions de vie sont déplorables et l'analphabétisme reste très important⁸. En conséquence, le niveau d'insécurité individuelle est depuis très longtemps anormalement élevé⁹. La seule différence visible entre les gens était celle qui sépare ceux qui ont quelque chose et ceux qui ne possèdent rien. La guerre civile a permis à ceux qui n'avaient rien de se servir en tuant ceux qui avaient un peu. Le cycle de la vengeance, interminable, des uns contre

7 Entre autres, l'interview de Magloire Ouandja par le journaliste Paul Wood pour la BBC le 13 janvier 2014, <<http://www.bbc.com/news/world-africa-25708570>>, l'émission de Canal + l'Effet Papillon "Chasseurs de musulmans" en date du 22 mars 2014 sur <http://www.canalplus.fr/c-infos-documentaires/pid3356-c-effet-papillon.html?vid=1041264&sc_cmpid=FBShareInfo> ou le reportage de Johnny Miller en date du 25 mars 2014 posté sur le site l'agence centrafricaine de presse : lanouvellecentrafrique.info <<http://www.lanouvellecentrafrique.info/magie-noire-et-sorcellerie-en-centrafrique/>>.

8 Le taux de scolarisation est d'environ 28 % et la part du budget alloué à l'Education était de 1,3 % du Produit Intérieur Brut en 2010.

9 Nos travaux sur la sorcellerie et la violence témoignent précisément de cette insécurité individuelle (Martinelli et Bouju, 2012).

les autres s'est alors embrayé. Il explique en partie la violence généralisée qui a suivi la chute de la Seleka. La place très importante occupée par le pillage dans l'enchaînement des actions violentes et dans le sentiment de crainte et d'agression de la population reste encore à analyser¹⁰. Ainsi, ceux qu'on appelle anti-balaka sont aujourd'hui formés de petites bandes armées exclusivement motivées par le pillage ou la destruction des biens des musulmans. Quand les institutions de régulation tant institutionnelles que sociales sont défailtantes, la vengeance demeure « le seul moyen de se faire justice, de se faire respecter, de laver son honneur, de se libérer d'une relation brutale ou de reprendre un pouvoir temporairement perdu ou, plus radicalement, de (se) prouver qu'on existe encore quand on a tout perdu ». (Bouju, 2011 : 9)

Au début 2014, il s'est instauré entre les médias internationaux une concurrence morbide dans la diffusion de propos et d'images d'horreur. Cet exhibitionnisme obscène a semble-t-il fait le jeu d'une volonté de spectacularisation des actes de violence par certains protagonistes. Le 13 janvier 2014, le journaliste Paul Wood de la BBC¹¹ publie la vidéo d'une interview de Magloire Ouandja, dans laquelle celui-ci mange, devant la caméra, les restes d'une jambe de sa victime. La performance médiatique de cet acte d'anthropophagie a été analysée de manière intéressante par Andrea Ceriana Mayneri : the gestures by which the murder was carried out (in front of the cameras, with the burning and dismembering of the human body, which was then dragged through the dust) were not accidental but "say something" about the murderers' need to show their strength, to exalt that strength in front of the community, and to impose it by annihilating the victim and destroying his remains with fire [...] Brandishing the remains of a leg and putting it in his mouth, Ouandja confirms that for him and others who think they need to fight the Muslims, the body is seen as "a multiple and fragmentable entity that retained power beyond death and dismemberment". (Ceriana Mayneri, 2014).

Il semble aujourd'hui que plus personne ne peut contenir l'extrême violence libérée par la haine :

Des actes comme l'émasculaton, la mutilation, l'éviscération, les violences infligées aux cadavres visent à déshumaniser les victimes et ainsi ancrer l'horreur dans la mémoire. (Martinelli, 2014a : 7)

La violence extrême arrache les sujets à leur humanité et elle transforme les sujets en objets. Elle s'exerce autant sur les « morceaux » de corps mutilés que sur les esprits comme en témoigne le cas suivant.

Le 22 mars 2014, dans l'émission télévisée « L'Effet Papillon. Chasseurs de musulmans »¹², un *anti-balaka* s'adresse ainsi à la caméra : « Maintenant on va se venger, on va les tuer, personne ne peut nous en empêcher... On va régler ça, la meilleure défense c'est nous... ». Dans ce reportage, des hommes exhibent des clichés qu'ils ont

10 Depuis des années, la défailtance des institutions d'Etat et l'effondrement des normes sociales ont engendré un climat général d'insécurité normative qui a fait le lit de la vengeance individuelle ou collective s'exprimant sous la forme d'une « justice populaire » expéditive s'exerçant contre les sorciers et les voleurs (Martinelli et Bouju, 2012).

11 <<http://www.bbc.com/news/world-africa-25708570>>.

12 Cf. note 7.

pris des corps torturés de leurs victimes, l'un deux explique : « Si les musulmans ne partent pas, on va les manger... Un musulman, c'est bon pour manger, un musulman il avait beaucoup de tête (d'intelligence), comme ça c'est bon pour manger ». Ces paroles de vengeance anthropophagique suscitent une horreur mêlée d'incompréhension. C'est bien là une de leur finalité. Elles sont destinées à engendrer chez l'autre une peur durable qui va rester tapie longtemps dans la mémoire toujours prête à obscurcir la conscience. Pourtant, l'horreur des actes posés et leur caractère spectaculaire ne sauraient être imputés seulement à la folie et à la haine des hommes. Cette violence extrême témoigne aussi de la décomposition du lien social : l'effondrement des normes de coexistence et de sociabilité n'arrive plus à subvertir l'emprise de la violence et de la haine. L'estime de soi a disparu avec le respect de l'autre et de son corps.

Mais, pour autant, l'expression de cette violence extrême n'est ni désordonnée, ni anarchique. Elle traduit, entre autres, l'importance de la vengeance comme conception de la justice. La vengeance, c'est la menace de violence réciproque, une menace que tous les peuples utilisent pour faire régner l'ordre social quand l'institution judiciaire est absente ou inexistante (Strathern et Stewart, 2002 ; Bouju, 2011). Ainsi, comme Magloire Ouandja le dit clairement, c'est le désir de vengeance de sa femme enceinte, de sa belle-sœur et de son neveu, assassinés le mois précédent par les « musulmans » qui anime sa haine anthropophage. Dans l'émission télévisée « L'Effet Papillon. Chasseurs de musulmans », c'est encore le désir de vengeance qui nourrit la haine du discours et le projet anthropophagique. Mais cette forme de vengeance expose à toutes sortes de risques. Si nombre de risques sont connus du vengeur, il s'expose aussi à des dangers qu'il ignore et à des risques qu'il imagine. Martinelli analyse ainsi la préparation corporelle des *anti-balaka* à ces opérations meurtrières avec peintures faciales, masques, coiffures d'inversion, plumes, etc. à la fois comme une protection contre les « balles AK » et comme une préparation sacrificielle à la mort (Martinelli, 2014a : note 15 p. 7). Pour l'immense majorité des Centrafricains, la souffrance, la malchance, les menaces quotidiennes ne peuvent être surmontées que par des protections magiques individuelles. Protections ambivalentes qui permettront cependant à la vengeance de pouvoir s'accomplir. Comme le montre Ceriana Mayneri, on ne peut pas réduire l'acte anthropophagique perpétré par Ouandja à un acte de « folie » ou de « tribalisme ». Ouandja a peur que sa force et son pouvoir soient inférieurs à ceux des hommes qui ont exterminé sa famille et mis à sac son pays :

Mad Dog's gesture is part of a conception of strength : strength (one's own and that of one's enemies) is inseparable from the human body in which it is contained [...] it is a political gesture that expresses a conception of power and strength and of the way in which these two resources have historically circulated in Central African society. (Ceriana Mayneri, 2014)

Contrairement au potentiel dramatique des histoires médiatisées qui focalisent l'attention sur des événements catastrophiques et/ou spectaculaires, l'intérêt de l'approche anthropologique tient à sa capacité de replacer les événements dans le temps long de leur généalogie contextuelle et sociologique. Ce faisant, elle permet de comprendre et de faire comprendre comment la violence de la vengeance génocidaire se construit en référence à des schèmes culturels complexes qui sont signifiants pour les

acteurs et les témoins du drame, mêmes s'ils sont incompréhensibles, voire exotiques, pour les medias.

L'impossibilité dans laquelle nous sommes encore de retourner sur le terrain contraint à se poser la question du terrain comme situation d'enquête. Qu'en est-il aujourd'hui de la construction temporelle et géographique de la distance qui sépare chez-soi « ici » où on écrit et publie, du terrain « là-bas » où on enquête ? La question épistémologique ici soulevée est celle de la valeur scientifique conférée à des données d'entretien ou des témoignages collectés par téléphone ou par courrier électronique, des observations effectuées via internet ou des opinions récoltées via les réseaux sociaux numériques.

Cette piste de réflexion qui est quasiment vierge mérite qu'on l'approfondisse car la situation d'enquête de longue durée sur « le » terrain est aujourd'hui menacée de plusieurs manières. Pourtant, l'ethnographie, l'enquête de terrain, avait réussi à survivre aux indépendances et à la violence des critiques du courant postmoderniste. Elle l'avait fait en évoluant de manière quasi expérimentale dans de multiples directions. Ces dernières décennies de nouvelles manières de « faire du terrain » sont explorées, de nouvelles conceptions de l'ethnographie ont été expérimentées. Pourtant, les nouvelles menaces qui pèsent sur le terrain sont lourdes d'incertitude¹³. D'une part, à cause des problèmes d'insécurité qui ont été évoqués ici, mais aussi à cause de la réduction des crédits alloués à l'enquête de terrain qui ont partout tendance à diminuer. Ce contexte politico-économique qui pèse sur la recherche empirique et son financement exerce une forte contrainte sur l'enquête anthropologique. De plus en plus, il oblige les anthropologues à complexifier leur dispositif d'enquête sur le terrain en réfléchissant de manière critique à une redéfinition de la méthode ethnographique.

Parmi ces nouvelles manières de faire de l'ethnographie, l'anthropologie « à distance » est une des pistes qui s'annoncent. En effet, il y a quelques années, Deborah D'Amico-Samuels s'interrogeait sur ce que signifiait « quitter le terrain » dans un monde high-tech postmoderne et globalisé, où les informateurs situés dans des régions éloignées et isolés sont accessibles par téléphone ? S'en tenant à la conception du terrain comme processus ethnographique, elle considère que le terrain est partout : « “the field is everywhere”, and there is no division between home and the field because both exist in the same holistic context of globalized power relations » (D'Amico-Samuels, 1991 : 83). De fait, la distance physique entre le « terrain » et « l'université » s'est vue extraordinairement réduite par le formidable développement des moyens électroniques de communication de masse. Aujourd'hui, des anthropologues de plus en plus nombreux considèrent que d'un certain point de vue, ils ne quittent plus vraiment le terrain et que dès lors, leur enquête ne se termine jamais (Watson 1999). Sans doute, mais la poursuite de l'enquête à distance, par téléphone par exemple, soulève de nouvelles interrogations¹⁴ ainsi qu'en témoignent les travaux récents de Mirjam de Bruijn (de Bruijn, *et al.* 2011 ; de Bruijn et van Dijk, 2012). Cette situation

13 Comme le suggérait un des lecteurs anonymes de cet article, l'anthropologie pourrait alors se retrouver dans une situation inédite et plutôt inattendue, où les anthropologues les plus « conservateurs » d'un point de vue méthodologique seront amenés à faire des recherches « à la maison » (ou presque), tandis que les autres travailleront sur des terrains lointains (et parfois « à distance »).

14 Une discussion intéressante sur le téléphone et l'enquête avait déjà été initiée par Sunderland (1999).

paradoxe à maints égards pose très directement la question du statut de l'information ethnographique. En particulier, l'information est-elle entièrement contenue dans les mots prononcés à distance ?¹⁵

S'il s'agit d'informations factuelles et objectivées par le langage, l'entretien à distance par téléphone ou par recours aux informations produites par d'autres médias peut être instructif et productif. Par contre, la présence sur le terrain, *in situ*, s'avère indispensable à la production de savoirs plus complexes. Si les analyses anthropologiques récentes réalisées par mes collègues Martinelli et Ceriana Mayneri ont pu être réalisées « à distance » sur des témoignages médiatiques, des photos, des films, des articles de journaux et des reportages, c'est parce qu'elles se fondent sur des savoirs acquis au cours d'une longue et patiente ethnographie qui les a précédées. L'immersion dans le milieu investigué, caractéristique tant de l'observation participante que de l'observation participative et réflexive, est irremplaçable comme mode de production des connaissances car elle donne accès à une variété de discours signifiants autres que celui directement adressé à l'anthropologue.

Par ailleurs, la référence à la réalité n'est jamais entièrement contenue dans les mots prononcés. Certaines conceptions collectives ou individuelles ne peuvent être identifiées autrement que dans la pratique d'une interaction quotidienne réfléchie qui permet d'être exposé à des représentations non organisées par des notions précises bien que centrales à la compréhension de la situation étudiée. De même, seule la présence sur les lieux de l'enquête permet « l'apprentissage par la pratique de savoirs-faire implicites, incorporés, de connaissances tacites, sous-jacentes à l'exercice d'activités routinières, réalisées par ses interlocuteurs sur le mode de l'évidence, comme allant de soi, et relevant par là d'un certain sens commun partagé, agi au quotidien, et n'étant pas pour cela systématiquement formulé » (Berger, 2004 : 80). Nombre de relations socio-historiques signifiantes ne peuvent être produites qu'au terme d'une ethnographie de longue durée produisant des savoirs inattendus et cumulatifs qui peuvent prendre leur sens à tout instant par la question de recherche qui va les mobiliser. C'est là je crois une des grandes limites de l'enquête « à distance » qui est toujours très ciblée du fait des contraintes communicationnelles imposées par les techniques de communication à distance. L'observation directe est certainement le meilleur moyen d'investigation pour autant qu'elle soit guidée par une visée argumentative. Mais nos recherches sur les violences ordinaires ont montré que l'observation n'est pas appropriée à toutes les investigations. Après tout, une ethnographie au long cours de la violence réside peut-être moins dans la réitération de l'acte même d'observer sur place, à chaque instant, que dans la volonté de résoudre par tout moyen à disposition une question nouvelle posée à un objet de recherche déjà en partie connu.

15 Dans la situation d'enquête à distance, le chercheur est dans l'incapacité de confronter les discours aux pratiques des acteurs (par définition invisibles) ou de valider les informations par une procédure de triangulation simple ou complexe.

Références citées

- BERGER, Laurent, 2004. *Les nouvelles ethnologies. Enjeux et perspectives*. Paris : Armand Colin.
- BOUJU, Jacky, 2011. *Conflits et violences structurelles ordinaires. Approche comparative et interdisciplinaire dans huit villes africaines*. Programme ANR-06-CONF-004 « Conflits, guerres, violence », rapport final.
- BOUJU, Jacky et Mirjam DE BRUIJN (éds), 2014. *Ordinary violence and social change in Africa*. Leiden : Brill Publishers.
- BUCKLEY-ZISTEL, Susanne, 2007. « Ethnographic research after violent conflicts : Personal reflections on dilemmas and challenges », *Journal of Peace Conflict & Development*, 10, pp. 1-9.
- CERIANA MAYNERI, Andrea, 2014. « “Cannibalism” and power : Violence, mass media, and the conflict in the Central African Republic ». Fieldsights – Hot Spots, *Cultural Anthropology Online*, 11 juin 2014. <<http://culanth.org/fieldsights/543-cannibalism-and-power-violence-mass-media-and-the-conflict-in-the-central-african-republic>>.
- COPANS, Jean et Serge GENEST, 2000. « Présentation. L’anthropologie et le millénaire. Fin de siècle ? », *Anthropologie et sociétés*, 24 (1), pp. 5-14.
- CRETTON, Viviane, 2002. « Chronique d’une ethnographie dans un parlement assiégé par des rebelles. Le dilemme de l’anthropologue en situation de conflit : participer, mais à quoi ? », *Carnets-de-Bord, Revue de jeunes chercheurs en sciences sociales*, 3, juin, pp. 78-88.
- D’AMICO-SAMUELS, Deborah, 1991. « Undoing fieldwork : Personal, political, theoretical and methodological implications », in Faye V. Harrison (éd.). *Decolonizing anthropology : Moving further toward an anthropology for liberation*, pp. 68-87. Arlington : Association of Black Anthropologist, American Anthropological Association.
- DE BRUIJN, Mirjam et Rijk VAN DIJK, 2012. « Connecting and change in African societies : Examples of “ethnographies of linking” in anthropology », *Anthropologica*, 54, pp. 45-59.
- DE BRUIJN, Mirjam, F. B. NYAMNJOH et T. ANGWAFO, 2011. « Mobile interconnections : Reinterpreting distance, relating and difference in the Cameroonian Grassfields », *Journal of African Media Studies*, 2 (3) : 267-285.
- DIPHOORN, Tessa, 2011. « The ethnography of violence : Varying participatory roles, the emotional rollercoaster, and moral dilemma », communication présentée à la 4^{ème} Conférence européenne des études africaines (ECAS4), 15-18 juin 2011.
- MARTINELLI, Bruno, 2014a. « Centrafrique, les chemins de la haine », 20 mai 2014. 18h06. [En ligne] : <http://www.liberation.fr/monde/2014/05/20/centrafrique-les-chemins-de-la-haine_1022584>.
- , 2014b. « La mémoire de la violence en Centrafrique », Fieldsights-Hot Spots, *Cultural Anthropology Online*, 11 Juin 2014, <<http://culanth.org/fieldsights/548-la-memoire-de-la-violence-en-centrafrique>>.
- MARTINELLI, Bruno et Jacky BOUJU (éds), 2012. *Sorcellerie et violence en Afrique*. Paris : Karthala.
- NORDSTROM, Carolyn et Antonius C.G.M. ROBBEN (éds), 1995. *Fieldwork under fire : Contemporary studies of violence and survival*. Berkeley : University of California Press.
- STRATHERN, Andrew et Pamela STEWART, 2002. *Violence. Theory and ethnography*. Londres, New York : Continuum.
- SUNDERLAND, P. L., 1999. « Fieldwork and the phone », *Anthropological Quarterly*, 72 (3), pp. 105-117.
- WATSON C.W. (éd.), 1999. *Being there : fieldwork in anthropology*. Londres, Sterling : Pluto Press.